***Communiqué de Presse***

***Le jeudi 07 janvier 2021***

La CGT Michelin Blavozy a découvert en même temps que la presse des informations terribles ne laissant aucune place à la compréhension et surtout au débat pour combattre cette destruction massive d’emplois.

Comme à son habitude, l’entreprise Michelin, **qui est passée de 50 000 salariés dans les années 80 à 19 500 salariés aujourd’hui et qui seront moins de 16 000 à l’horizon 2024**, ose parler de dialogue social en disant qu’il n’y aura pas de départs contraints. Il faut encore préciser que ces **2 300 suppressions d’emplois actées d’ici 2024 ne sont qu’une étape et non pas la fin de la stratégie mortifère mise en place par l’entreprise**.

Michelin, qui organise son évasion industrielle à grand coup d’aides publiques comme le CICE, le Crédit Impôt Recherche, exonérations de cotisations sociales, depuis le début des années 2000. L’entreprise a fermé ses usines de Poitiers, de Toul, Noyelles-les-Seclin, le Poids lourd de Joué-les-Tours, l’activité Tourisme de Blanzy et sans oublier la fermeture toute récente de la Roche sur Yon.

Tout est recherche de rentabilité au détriment des salariés avec comme objectif de satisfaire les actionnaires au plus vite et cela se fait en délocalisant dans les pays à bas coût de main d’œuvre et dépourvu de droits sociaux.

Quel héritage industriel cette entreprise va laisser aux futures générations ?

Quelles conditions de travail pour ceux qui restent ?

Ces dernières années, les conditions de travail se sont déjà dégradées par la mise en place d’accords tels que l’accord GPEC qui valide 3 départs pour une embauche tout en gardant les mêmes fabrications ou encore les accords de Réactivité et flexibilité. **La destruction des 2 300 emplois supplémentaires vont encore aggraver la situation.**

Parler d’emploi tertiaire et industriel ne change en rien la gravité de cette perte d’emploi. Quel qu’il soit, chacun d’entre eux est utile à la vie d’une entreprise et de la société. La seule et unique raison pour Michelin réside dans l’économie des salaires de ces emplois qui seront pour certains délocalisés sur des plateformes en Inde ou ailleurs afin d’augmenter les profits.

**Les bénéfices nets de l’entreprise depuis plusieurs années (depuis la soi-disant crise de 2008) dépassent régulièrement les 1.5 milliards d’euros par an, avec des dividendes dépassant régulièrement les 35 % des bénéfices.**

Les salariés vont encore faire les frais de cette recherche de profits à outrance qui n’apportera de toute manière pas le service attendu.

**Pour Michelin comme pour d’autres, l’effet d’aubaine que leur procure la crise sanitaire, permet de mettre en œuvre leurs plans antisociaux abjects et que la CGT combattra avec force et détermination.**